

SUR LES ÉMISSIONS FUGITIVES DE MÉTHANE ET LES MARCHÉS DU CARBONE

Valérie Ducrot, directrice exécutive du Global Gas Centre

Voulez-vous réagir à ce qui a été dit, Marc-Antoine ?

Marc-Antoine Eyl-Mazzega, directeur du Centre Énergie et Climat de l'Ifri

Je peux peut-être ajouter quelque chose. Je suis tout à fait d'accord avec le fait que la dernière réunion de la COP à Bakou a montré que les parties sont très éloignées les unes des autres, mais néanmoins, comme Majdi et Jean y ont fait allusion, je crois qu'il existe de nombreuses mesures concrètes que nous pouvons prendre immédiatement, avant même de parvenir à un consensus sur la trajectoire, les mécanismes de coopération et d'autres détails. Nous parlons d'urgences et, de toute évidence, en cas d'urgence, nous pouvons nous attaquer au problème des émissions fugitives de méthane. Je suis sûr que vous serez d'accord, Igor, mais franchement, c'est un domaine dans lequel la Russie peut faire beaucoup.

Igor Yurgens, président du conseil d'administration de l'Institut de développement contemporain de Moscou

Une fois qu'elle aura quitté l'engrenage dans lequel elle s'est mise avec l'Ukraine. Après cela, nous pourrions faire beaucoup de choses.

Marc-Antoine Eyl-Mazzega

Le plus tôt sera le mieux, dans les deux cas. Je suis heureux que Majdi ait soulevé cette question fondamentale, car il est certain que la demande en gaz naturel continuera d'augmenter ; elle est très flexible. Cependant, pour améliorer véritablement l'empreinte carbone par rapport au charbon et renforcer les énergies renouvelables, nous devons faire plus pour réduire les émissions fugitives de méthane. Il est clair que des coalitions se forment, mais de nombreuses régions du monde sont encore exclues, non pas parce qu'elles ne sont pas autour de la table, mais simplement parce que ces questions ne les concernent pas encore. Peut-être que les BRICS ou l'OCS pourraient également prendre cela en compte. Même la Chine s'efforce de s'attaquer au problème des émissions de gaz de houille. Des progrès ont été réalisés dans ce domaine, mais ici dans cette région, en Iran, au Nigeria, en Afrique, le torchage est encore beaucoup pratiqué et il faut s'en occuper de toute urgence.

Au fait, comme vous le savez, les émissions fugitives de méthane ne proviennent pas seulement du secteur de l'énergie, mais aussi des secteurs des déchets et de l'agriculture. Cela m'amène à mon deuxième point sur le marché volontaire du carbone. De toute évidence, ce marché volontaire a été un enjeu lors de la COP de Bakou. Nous avons constaté des progrès, qui ont été contestés, mais il est néanmoins positif que la situation progresse. Ce que je veux dire, c'est que le meilleur marché volontaire du carbone, le plus clair et le plus efficace est, par exemple, lié à la réduction des émissions de méthane des décharges, car c'est quelque chose dont on peut vraiment justifier l'existence. Vous savez que la plupart de ces émissions proviennent des pays en voie de développement parce qu'ils ont ces décharges et qu'il n'y a aucun moyen de résoudre ce problème parce qu'il n'y a pas d'argent pour cela. Je pense qu'il s'agit clairement d'un domaine dans lequel nous devrions avoir un marché volontaire du carbone efficace qui réduise les émissions fugitives de méthane dans ces endroits. On peut justifier leur existence, il n'y a pas de différend sur la question de savoir si les arbres poussent ou non, ou s'ils vont brûler, etc., tout cela est mesurable.

Le deuxième aspect de ce marché volontaire du carbone est de faire le lien entre l'accès à l'énergie et la cuisson propre. En ce qui concerne la cuisson propre, nous savons combien de bois et de biomasse sont brûlés, nous connaissons les solutions, les coûts et les modèles commerciaux pour fournir les solutions permettant d'améliorer la cuisson propre, en particulier en Afrique subsaharienne. Là encore, le marché volontaire du carbone pourrait vraiment intervenir.

Une autre remarque à ajouter à la discussion concerne le déploiement des énergies renouvelables. Nous avons vu et entendu, et Igor y a également fait allusion, que les Chinois alimentent réellement le monde avec ces énergies. Aujourd'hui, ce que l'on voit partout dans le monde, au Nord mais c'est encore plus grave au Sud, c'est le problème des réseaux électriques. Le sous-investissement dans les réseaux est dramatique et il serait fantastique que la Banque de développement des BRICS, l'aide au développement de l'Union européenne, tout ce qui reste des États-Unis, etc., concentrent désormais leurs efforts sur le soutien à la modernisation et à l'expansion des réseaux dans les pays émergents grâce à des prêts et divers types de solutions de financement. Je pense que c'est le plus facile pour commencer, souvent ces entreprises sont financièrement faibles, voire presque en faillite et simplement renflouées par leurs gouvernements d'année en année. Cela ferait vraiment une énorme différence car la technologie solaire photovoltaïque et la capacité de production sont là et elles sont diversifiées. Ce n'est plus seulement en Chine puisque nous avons entendu hier que cette technologie se développe en Inde et ailleurs. Le goulot d'étranglement se situe en réalité au niveau des réseaux et on aura également besoin des réseaux pour que le gaz joue son rôle de substitution.

Voilà quelques points que je voulais soulever et, pour terminer, je regrette vraiment que la lutte contre le charbon se soit tellement affaiblie au sein des gouvernements du monde. Nous faisons quelques pas en avant, mais là, c'est un grand pas en arrière.

Jean de Kervasdoué, professeur émérite de la chaire d'Économie et de Gestion des services de santé au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) et fondateur de l'École Pasteur/CNAM de santé publique

Qui dans cette salle croit qu'il y a 1 % de chance que nous ayons zéro émission dans 25 ans ? Y a-t-il quelqu'un ? Soyons sérieux et ne faisons pas de scénarios tournés vers le passé, essayons plutôt d'imaginer des scénarios tournés vers l'avenir en tenant compte de la technologie et de la demande existantes, et essayons de combattre cette croyance. Il n'y a aucune chance que cela arrive.

Igor Yurgens

Je voudrais dire un mot à ce sujet. En 2030, les Nations unies vont réexaminer les 17 Objectifs de développement durable et oui, elles prendront en compte le fait que nous sommes loin de l'augmentation de 1,5 °C par rapport à l'industrialisation. Cela ne veut pas dire que nous ne devons pas nous fixer des objectifs ambitieux.

Valérie Ducrot

Juste pour faire suite à ce que vous avez dit, Marc-Antoine, à propos de la lutte contre le charbon. Je reviens de trois jours à la CESAP de l'ONU à Bangkok, qui a réuni toutes les commissions régionales. Il y avait des représentants de la Banque asiatique de développement et ils ont clairement dit que, d'un point de vue financier, ils n'avaient pas les outils pour conseiller des pays comme l'Indonésie, qui utilisent beaucoup de charbon, sur la façon de passer du charbon au gaz. Ils ont dit qu'ils subissaient des pressions internationales pour ne pas investir dans les énergies fossiles, c'est-à-dire actuellement le gaz, et qu'ils étaient arrivés à un point où ils ne savaient pas quoi faire. On peut mettre de l'ammoniac et d'autres choses, mais la lutte est difficile.

Nicolas Piau, co-fondateur et président de Tilt Capital

Pour compléter ce que vous avez dit, Valérie, nous devons examiner des aspects très pratiques ici. Remplacer le charbon par le gaz ne signifie pas simplement que nous allons remplacer une centrale par une autre, on parle de toute une logistique. Les terminaux charbonniers ne sont pas situés aux mêmes endroits que les installations de regazéification et ils n'ont pas de système gazier. Par exemple, lorsque j'étais chez ENGIE, nous avions une grande centrale électrique en Indonésie qui était au cœur du système électrique avec 1,4 gigawatt : si vous démantelez cette centrale, vous démantelez le système. Il n'y a aucun moyen d'amener du gaz jusqu'à cette centrale. Vous pouvez donc dire que vous allez la fermer et en construire une autre ailleurs, mais il faut la construire à un endroit qui soit pratique pour le système où se trouve la centrale au charbon actuelle, donc l'aspect logistique est absolument critique.

Valérie Ducrot

J'ajouterais aussi la main d'œuvre et les populations. Comment faire passer les locaux qui travaillent dans ce secteur du charbon à autre chose ? Rien n'a été fait et je dirais que la communauté internationale est confrontée à un énorme problème. Dans toutes les réunions, nous constatons qu'il y a d'énormes difficultés.

Hervé Mariton, président de la Fédération des entreprises des Outre-Mer (Fedom)

Quand est apparue l'idée que la lutte contre le charbon n'avait pas le soutien espéré ?

Marc-Antoine Eyl-Mazzega

Nous avons pu le constater lors de la COP-28 à Dubaï et de nouveau lors de la COP-29 à Bakou, où on a remarqué la position de l'Inde. L'Inde n'est pas toute seule dans ce cas ; de nombreux pays ont été réconfortés par son opposition car elle leur permet de s'aligner sans révéler leurs propres positions. Cependant, cette tendance suscite des inquiétudes quant aux répercussions potentielles sur les progrès environnementaux.

Jeremy Fain, directeur général de BWI

Puis-je poser une question aux scientifiques et aux universitaires présents ? Elon Musk a déclaré que d'ici 50 ans, les combustibles fossiles seront nécessaires dans deux domaines, l'usage militaire et le lancement de fusées, et que tout le reste pourra être renouvelable. Qu'en pensez-vous et est-ce une façon d'aborder la transition ?

Valérie Ducrot

Qui ose ? Majdi ?

Majdi Abed, directeur des Relations institutionnelles internationales chez TotalEnergies

J'ai entendu des scientifiques et des universitaires, ce que je ne suis pas, mais je peux donner mon point de vue. Comme nous l'avons dit, je pense qu'il s'agit d'un problème mondial, donc quand les gens disent que, dans 10 ou 15 ans ou en 2050, nous n'en aurons pas besoin ou que nous trouverons des solutions techniques etc., je ne sais vraiment pas. Nous pensions que nous aurions un pic pétrolier très bientôt et nous voyons maintenant que même l'AIE dit que cela va prendre du temps. À la COP-29, nous avons vu que ce n'est pas si facile et qu'il y a un énorme problème d'argent, de capacité du réseau et de bien d'autres choses. Il est donc très difficile de dire que nous n'aurons plus besoin de pétrole ou de gaz d'ici 2050 et que même les industries les plus polluantes utiliseront les énergies renouvelables. Je ne le sais honnêtement pas, mais je pense que nous devons être prévoyants et nous préparer à agir sur les choses que nous connaissons et pouvons faire. Avec quelques réserves, nous savons que le gaz produit moins d'émissions que le charbon, c'est l'énergie de transition, nous devons donc le promouvoir et aider à le développer afin d'éviter plus d'émissions. Nous savons que les technologies CCS et CCUS peuvent également contribuer à réduire les émissions et je pense que nous devons travailler davantage sur les émissions que sur le meilleur mix énergétique du futur, sans pétrole ni gaz du tout. Je ne sais pas comment nous allons y parvenir.

Hervé Mariton

Comment réagissez-vous aux aspects pratiques qui ont été évoqués comme les différents ports, le réseau, l'absence de gazoducs, etc. ? Il semble que nous soyons loin de la transition et qu'il y ait peut-être une énergie de transition qui est disponible, mais nous ne savons pas vraiment comment l'utiliser, si j'ai bien compris.

Majdi Abed

Je pense que si nous le voulons, nous pouvons construire et avoir des installations de liquéfaction, des bateaux ou encore des FSRU. Il existe des solutions pour développer le gaz et je ne pense pas que ce soit le problème. Bien sûr, on ne peut pas le développer partout et c'est aussi un problème économique. Si le gaz est moins cher que le charbon à un moment donné, et qu'une grande quantité de GNL se développe dans le monde, alors peut-être que c'est aussi un moyen d'éviter le charbon. Je ne sais pas.

Jean Abiteboul, président du GIIGNL (Groupement international des importateurs de gaz naturel liquéfié), administrateur indépendant de Tellurian, Inc. (AMEX : TELL), fondateur et PDG de JA Energy Consulting

On peut jouer sur la croissance des besoins en nouveaux projets, c'est ce qui se passe en Inde et en Chine. Ces pays ne remplacent pas les centrales à charbon par des centrales à gaz, mais comme leurs besoins augmentent rapidement, ils peuvent assurer la croissance avec de nouvelles centrales à gaz. Je pense que c'est une façon de répondre à votre question.

Philippe Chalmin, fondateur du Cercle Cyclope, professeur émérite à Paris-Dauphine

Juste une question sur le prix. Pensez-vous que le problème du gaz naturel est qu'il est devenu une marchandise ? Je pense qu'il y a de moins en moins de contrats à prix fixe et de plus en plus de prix spot. Cela m'a surpris car il y a des années, avec le développement des FSRU, je pensais que beaucoup de pays en voie de développement pourraient passer des centrales à charbon au gaz grâce à de petits FSRU. Beaucoup de gens m'ont dit que c'était impossible parce que les prix du charbon étaient instables, mais ils y sont parvenus avec les prix du gaz naturel, qui sont très instables. Regardez ce qui se passe maintenant où nous sommes autour de 15 dollars par million de Btu contre cinq ou six dollars il y a six mois. Le problème pourrait-il venir du fait que les producteurs de GNL ne reviennent pas à des contrats à prix fixe à long terme ?

Valérie Ducrot

Jean, je propose que vous répondiez et ensuite, comme nous avons ici deux avocats, nous passerons donc à Jeffrey puis à Tomás.

Jean Abiteboul

Je pense que c'est une vaste question et que beaucoup de choses se cachent derrière. Historiquement, le prix du gaz était lié au prix du pétrole pour beaucoup de raisons que nous connaissons et comme le marché du gaz était en cours de développement, le principal concurrent était le pétrole. Il y avait donc un mécanisme de partage des risques entre producteurs et consommateurs, où les consommateurs prenaient le risque du marché et les producteurs le risque du prix, donc ils devaient s'assurer que le gaz pouvait concurrencer le pétrole à tout moment. Vous avez raison, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Il y a toujours des contrats historiques liés au pétrole, mais je pense qu'entre 30 et 40 % du marché du gaz est maintenant spot, donc vous avez un marché du gaz avec un prix en Europe, un en Asie et un aux États-Unis. L'Asie et l'Europe sont liées, donc le prix y est à peu près le même sauf en cas de crise, et les prix aux États-Unis sont beaucoup plus bas, ce qui donne aux États-Unis un énorme avantage concurrentiel pour leurs industries, mais c'est une autre histoire.



Aujourd'hui, nous avons un marché du gaz qui est efficace. Lorsque la crise ukrainienne a éclaté en 2022, j'ai lu partout dans les journaux que les États-Unis avaient gagné énormément d'argent grâce au marché du GNL, dont les prix étaient bien plus élevés que ceux de la Russie. C'est vrai, mais sans ce marché du GNL, il n'y aurait pas de prix et pas de gaz du tout en Europe, il y aurait donc eu un énorme choc sur le marché en Europe, ce qui n'a pas eu lieu grâce à la flexibilité du marché et au fait que nous disposons d'un indicateur de prix du gaz réel et efficace. Le défi consiste à financer de nouveaux projets sans engagements à long terme. La réponse à ce problème pourrait être que, lorsque vous construisez une usine automobile, vous ne vendez pas la production à long terme, pendant 20 ans. Il pourrait en être de même pour le gaz. Les banquiers, les fonds de capital-investissement, les consommateurs et les producteurs pourraient prendre le risque du marché, mais, comme nous l'avons dit, cela nécessite plus de fonds propres et moins de financement de projet.

Valérie Ducrot

Merci, Jean. Je souhaiterais que vous gardiez vos questions pour la fin de la présentation de Jeffrey.